

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 06/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STROHMAIER FRANCE**

route de Bantzenheim  
68490 Bantzenheim

Références : 0006704357\_2024\_04\_19\_STROHMAIER\_Réguisheim\_VIIC SuivEch  
Code AIOT : 0006704357

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement STROHMAIER FRANCE implanté Section 19, parcelle 38,22,21... route de Bantzenheim 68890 Réguisheim. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STROHMAIER FRANCE
- route de Bantzenheim 68890 Réguisheim
- Code AIOT : 0006704357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société STROHMAIER FRANCE GBW exploite une carrière alluvionnaire à sec d'une superficie d'environ 36,54 ha, située sur la commune de Réguisheim.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 2	Levée de mise en demeure
2	Caractérisation des déchets d'extraction	AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 3	Levée de mise en demeure
3	Installation de recyclage	AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 4	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des non-conformités relevées lors de la visite du 09 juin 2022 et notifiés par la mise en demeure du 13 juillet 2022 ont été corrigées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au plus tard le 31 décembre 2022 et conformément aux prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 200804418 du 12 février 2008 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation complété :</p> <p>« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les dates de levée ;</li><li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (art. 3.1 du présent arrêté) et le droit d'extraction (art 3.2 du présent arrêté), ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;</li><li>• la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;</li><li>• les clôtures ou tout dispositif équivalent ;</li><li>• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;</li><li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier, ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;</li><li>• l'emplacement exact du bornage ;</li><li>• la position des dispositifs de clôture ;</li><li>• l'étendue des zones décapées et l'emplacement de stockage des terres de découverte ;</li><li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;</li><li>• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état ;</li><li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</li><li>• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de l'inspection des installations classées du 19 avril 2024, l'exploitant présente un plan d'exploitation dont le relevé est en date du 26 février 2023 dans lequel les lacunes présentes lors de l'inspection du 09 juin 2022 sont comblées, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le périmètre du droit d'extraction identifiant les sommets A et B définis à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2008,</li><li>• les limites de sécurité définies à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2008,</li><li>• l'étendue des zones décapées et l'emplacement de stockage des terres de découverte,</li><li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</li><li>• les coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</li></ul>

L'exploitant a donc remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Caractérisation des déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des déchets d'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Au plus tard le 31 décembre 2022 et conformément aux prescriptions de l'article 11.5 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les justificatifs permettant de caractériser ses déchets d'extraction :</p> <p>Article 11.5            « [...] L'exploitant assure un suivi [...] des caractéristiques des matériaux stockés, [...].</p> <p>Annexe I            « Déchets d'extraction inertes :</p> <p>1. Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</li> <li>- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;</li> <li>- les déchets ne présentent aucun risque d'auto-combustion et ne sont pas inflammables ;</li> <li>- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;</li> <li>- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.</li> </ul> <p>[...]. »</p>
<p><b>Constats :</b>            L'article 11.5 de l'arrêté mentionné ci-dessus ne concerne que le stockage des déchets d'extraction inertes.            L'exploitant a ainsi présenté à l'inspection un rapport d'analyses chimiques du caractère inerte des matériaux, en date du 02 novembre 2022, pour un prélèvement effectué le 13 octobre 2022.            Ce rapport est réalisé par un laboratoire d'analyse spécialisé dans les analyses industrielles.            Ce rapport conclut qu'aucun dépassement des paramètres seuils n'a été relevé, et que le matériau</p>

est à considérer comme un déchet inerte conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 sus-visé.
L'exploitant a donc remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Installation de recyclage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installation de recyclage
<b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard le 31 décembre 2022 et conformément aux prescriptions de l'article 11.5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé : « [...]L'exploitant assure un suivi des quantités [...] des matériaux stockés.[...]. »
<b>Constats :</b> Lors de la visite de l'inspection des installations classées, il est constaté sur site que les seuls matériaux présents sont les terres de découverte, décapées sur une hauteur de 60 cm, et qui sont utilisés pour la constitution des merlons périphériques du site ainsi que pour le régalinge du fond d'exploitation au fur et mesure de l'avancée du phasage.  L'exploitant présente les volumes de terres de découvertes extraites pour chacune des années 2021, 2022 et 2023. Il est précisé qu'à la date du 23 février 2023, 190 600 m <sup>3</sup> sont utilisés pour la remise en état (talus et fond d'exploitation), et 3 000 m <sup>3</sup> sont présents au niveau de la zone d'extraction.  L'intégralité des matériaux extraits (hors terres de découvertes) est transférée via convoyeur à bande à une autre ICPE attenante (appartenant au même groupe).  L'exploitant a donc remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure